



Belgrade, le 29 avril 1992

C O N F I D E N T I E L

RP No. 5  
Rapport de fin de mission

L'Albanie tourne le dos au passé

La victoire écrasante du parti démocratique qui a obtenu 92 des 140 sièges au parlement lors des élections générales du mois dernier et l'élection de son chef, le charismatique Dr. Sali Berisha, à la présidence de l'Etat, ont mis un point final à un passé dominé par la dictature communiste de Enver Hoxha qui a laissé le pays dans un état de sous-développement et de misère comparable seulement aux pays les plus démunis du globe.

Le successeur et héritier du dictateur, Ramiz Alia, impressionné par l'écroulement des régimes communistes d'Europe orientale et par le sort réservé au dictateur roumain Nicolai Ceauscescu, a ouvert la voie à la démocratisation dès 1990 en "libéralisant" le régime, en résistant à l'opposition des fidèles de Hoxha, dont sa veuve. Cette ouverture a mené aux premières élections générales pluripartites de mars 1991 au cours desquelles le parti communiste, rebaptisé parti socialiste comme si souvent dans les anciennes démocraties populaires, est demeuré le plus important. L'impatience de la population albanaise devant la lenteur des réformes promises par Alia, la détérioration de l'ordre public consécutive à des émeutes dans le nord du pays, l'exode massif d'Albanais refoulés par l'Italie, ont contraint les dirigeants du parti socialiste à former des gouvernements de coalition avec l'opposition démocratique en signe d'apaisement. Malgré l'esprit libéral et réformateur des socialistes, la collaboration avec les démocrates s'est avérée difficile et n'a pas résisté aux pressions économiques et sociales. L'Albanie s'enfonçait toujours plus dans l'anarchie politique, économique et sociale. Sali Berisha a alors entraîné les membres de son parti à démissionner contre l'avis de son rival Gramoz Pashko, vice premier ministre et ministre de l'économie. Le président Alia n'avait plus d'autre choix alors que de s'adresser à nouveau à l'électorat pour lui demander d'exprimer sa volonté et de trancher.

Le triomphe du parti démocratique et de Sali Berisha, la déconfiture du parti socialiste ont été accueillis avec joie et enthousiasme. L'Albanie se libérait enfin de ses chaînes.

./.

**Dodis**



Tous les espoirs sont mis en Berisha et son équipe. Les Albanais nourrissent peu de regrets pour Ramiz Alia à qui l'on reconnaît pourtant le mérite d'avoir su diriger le pays vers un système démocratique et pluripartite en dépit des traquenards et des pièges tendus par la veuve Hoxha et les durs de l'ancien régime avec la complicité de la Sigurimi, police secrète. Alia a évité à l'Albanie des troubles graves que les anciens communistes appelaient de leurs voeux pour justifier une répression armée qui aurait pu dégénérer en guerre civile.

Dès le lendemain de son élection à la présidence de l'Etat, le Dr. Sali Berisha, dont la popularité remonte à décembre 1990 lorsqu'il prit la tête du mouvement des étudiants qui s'étaient barricadés à l'Université de Tirana dans une manifestation de protestation contre la Sigurimi, s'est attelé à la tâche de nommer un premier ministre en la personne de Alexandre Meksi, âgé de 53 ans. Celui-ci a formé un gouvernement composé en majorité de membres du parti démocratique. Seules exceptions, deux membres représentant le parti républicain et deux membres sans parti. La mise à l'écart de Gramoz Pashko consacre la scission au sein du parti démocratique entre les partisans de Berisha et ceux de Pashko, d'esprit moins radical, auquel le président reproche des erreurs politiques lorsqu'il était ministre.

Au cours de l'audience d'adieu qu'il a accordée au soussigné, auquel revenait l'honneur d'être le premier ambassadeur étranger à être reçu officiellement par le président depuis son élection, le Dr. Sali Berisha a exposé dans les grandes lignes ses priorités. Il est urgent de rétablir l'ordre public. Il faut combattre l'anarchie croissante, phénomène à la fois spontanée et organisée. Ceux qui cherchent à discréditer les démocrates ont tout intérêt à encourager la criminalité, il faut que cela cesse. Dans un pays où le peuple croît encore en la loi de la vendetta, il faut à tout prix éviter les actes de vengeance et les règlements de compte.

L'agriculture est également un domaine prioritaire. Les terres ont été rendues aux paysans, certes, dans une tentative du parti socialiste d'acheter des sympathies et des voix. Cela n'a pas réussi. Mais les paysans n'ont les moyens ni d'ensemencer ni de cultiver les champs. Il leur manque également des engrais.

L'observateur étranger revenu en Albanie après un interval de quasi un an et demi constate d'importantes transformations - circulation automobile plus dense, mais tout aussi chaotique, un cheptel beaucoup plus nombreux, disparition de magnifiques allées d'arbres à la campagne, le bois servant au chauffage. Alors que les médias ont beaucoup parlé de famine, il semble que les gens n'ont pas faim, mais souffrent plutôt de malnutrition. Il n'en reste pas moins que la production agricole doit reprendre au plus vite.

Les ouvriers qui, selon le président, reçoivent 80% de leur salaire même s'ils ne travaillent pas, doivent reprendre le chemin de l'usine ou de la mine. Le parti socialiste avait tenté de s'assurer des voix par une mesure qui a fini par paralyser la production industrielle. Passés certains délais, les ouvriers qui ne reprendront pas le travail, ne recevront plus de salaire.

Le gouvernement initiera une série de mesures propres à créer les conditions légales censées encourager les investissements étrangers. Les mesures de privatisation ont pour but d'assainir la situation économique et de faciliter l'accès à la propriété privée dans tous les secteurs économiques et sur le marché immobilier. Le gouvernement mettra fin aux subventions. Jouissant d'une majorité des deux tiers au parlement, le premier ministre a obtenu sans difficulté l'approbation des députés à son programme de réformes.

Le président entend intégrer l'Albanie à l'Europe: participation active à la CSCE, rapprochement avec le Conseil de l'Europe, la CE et l'AELE, adhésion au FMI, approfondissement des relations avec les Etats-Unis qui fait dire à la Serbie que l'Albanie est en passe d'offrir contre rémunération en dollars une base navale à la 6ème flotte pour intervenir si nécessaire dans les affaires yougoslaves contre la Serbie (!), enfin établissement de rapports de bon voisinage avec les Etats balkaniques. A ce dernier propos, Sali Berisha reconnaît qu'une grave erreur a été commise envers la minorité grecque avant les élections, erreur qui a contribué à tendre les relations avec la Grèce. L'erreur a été corrigée et la minorité grecque a pu participer aux élections générales. L'Albanie veillera au bon traitement des réfugiés albanais en Grèce.

Le problème du Kosovo pèse lourdement sur les rapports entre Tirana et Belgrade. La Serbie même, aux dires du président qui après son élection a tenu des propos explosifs appelant à l'unification de l'Albanie et du Kosovo, une politique guerrière et agressive à l'égard des Albanais du Kosovo. Elle doit respecter les termes de l'Acte d'Helsinki. Son langage plus modéré durant l'audience, laisse supposer que certaines puissances lui ont intimé de tempérer ses élans pour ne pas envenimer encore plus des relations tendues.


Au sujet de la Macédoine, le président se dit optimiste qu'une solution pourra être trouvée pour la minorité albanaise qui permettra à l'Albanie de reconnaître la Macédoine comme Etat indépendant au même titre que la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine. La démocratisation dans les pays formant l'ex-Yougoslavie et l'intégration à l'Europe conduiront à la disparition des frontières qui empêchent les peuples de la région de vivre en paix et en harmonie.

La Suisse enfin représente pour l'Albanie un exemple vers lequel celle-ci aspire. Tant le président que le ministre des

affaires étrangères, le Dr. Alfred Serreqi, qui venait de prendre ses fonctions la veille de la visite que le soussigné lui a faite, ont exprimé leur reconnaissance à notre pays et à ses autorités pour une aide humanitaire remarquée et appréciée. Tous les deux ont insisté sur le fait que les relations avec la Suisse seront pour eux prioritaires. Ils souhaitent établir des liens personnels avec nos autorités et ils ont exprimé le vœu de pouvoir se rendre en Suisse ou de recevoir un membre du Conseil fédéral dès que possible.

L'ouverture d'une ambassade à Tirana est accueillie avec enthousiasme. L'on fonde de grands espoirs sur la coopération avec la Suisse. Une mission d'à peine deux ans auprès de l'Albanie se termine pour le soussigné sur une note de regret, d'abord de n'avoir pas mieux connu un pays que l'on dit magnifique et un peuple sympathique et ouvert, parce que les événements en Yougoslavie ainsi que la situation de plus en plus incertaine sur les routes albanaises ont empêché les visites plus fréquentes, ensuite de quitter l'Albanie à l'aube d'une ère nouvelle pleine de promesses, mais aussi semée d'embûches. Le peuple albanais, fier de son indépendance, brimé, cependant jamais brisé par un pouvoir exécrable et cruel, mérite notre sympathie et notre soutien. Ses dirigeants sont conscients des difficultés qui les attendent (résistance des anciens, criminalité économique et sociale, réinsertion dans la vie civile des prisonniers politiques et de leurs familles, ce à quoi se consacre aussi le CICK, tentatives toujours possibles de discréditer la démocratie), mais ils connaissent la signification du dicton "aide-toi et le ciel t'aidera". L'Albanie, malgré tous ses malheurs, jouit d'un capital humain et naturel qui permet de ne pas désespérer d'un avenir plus radieux. Il appartient à l'Occident, à la Suisse notamment, de ne pas décevoir l'attente des Albanais. Le coût de notre aide sera un investissement pour le futur en nous évitant un afflux de masses appauvries, affamées et prêtes à toutes les violences pour avoir part à notre bien-être et à notre prospérité.

L'Ambassadeur de Suisse



J.-J. Indermühle

Copie: Monsieur le Président de la Confédération

DFAE, Monsieur le Secrétaire d'Etat

" Ambassadeur Jenö Staehelin

" Ambassadeur M. von Grünigen

" Div. pol. I

" Div. pol. III

" DOI

OFAEE, Monsieur le Secrétaire d'Etat

" Ambassadeur S. Arioli

" Service des pays d'Europe du Sud-Est

DMF GRS

Ambassade de Suisse Vienne à l'attention du  
Colonel C. Ott